

L'Adresse—M. Blenkarn

Canadiens. Je tiens à dire, monsieur l'Orateur, que personne, pas même un petit politicien provincial, n'a le droit, que ce soit par référendum ou par défi, de m'enlever, à moi ou à mes enfants ou à mes commettants de Mississauga, les droits qui sont les nôtres à titre de Canadiens. Ce sont des Canadiens. Le Canada leur appartient, et aucune reconstitution ou renégociation de la confédération, ni aucun nouveau partage des pouvoirs dévolus aux législatures provinciales ou au gouvernement fédéral ne sauraient en rien réduire ou modifier mes droits de Canadien ni ceux de mes enfants de jouir du Canada tout entier.

Le régionalisme et le chauvinisme n'existaient pas au Canada il y a 16 ou 17 ans. Ils n'ont fait leur apparition qu'avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel et de celui qui l'a précédé à l'occasion des élections de 1963.

Le gouvernement actuel a tenté de maintenir l'unité canadienne au moyen d'une formule publicitaire selon laquelle un «non» au référendum signifierait que nous voulons un nouveau pacte confédératif, et un «oui» que nous n'en voulons pas. Entretemps, le gouvernement suscite des controverses parmi les Canadiens. Il utilise des ressources financières du secrétariat d'État et d'autres ministères pour financer des entreprises particulières. Au nom de la représentation, surtout au cours de la dernière décennie, il a si bien su fragmenter notre pays que, j'en ai bien peur, il a gaspillé le patrimoine de mes enfants et de mes commettants.

Voilà qui a permis à René Lévesque, dont la courte vue ne dépasse pas les frontières étroites du Québec, de parler au cœur des Québécois à l'occasion de son référendum. Les membres du parti libéral—le député de Laval (M. Roy) qui était ici tantôt s'exprimait à peu près en des termes identiques—qui défendent la cause du «non» dans la province ne savent pas s'adresser au cœur des gens. Ils ne parlent que du fric que le Québec peut tirer de la confédération, de ce que cela rapporte aux Québécois de demeurer les partenaires des Anglo-saxons. Avec un déficit fiscal de 16 milliards de dollars, il ne reste pas beaucoup de pognon. Si les Québécois votent «oui» le 20 mai, cela viendra du cœur et s'ils votent «non», cela viendra également du cœur.

• (1640)

Depuis son accession au pouvoir en février dernier, le gouvernement a fait une maladresse après l'autre. Il a suspendu les travaux de construction d'une raffinerie d'uranium pour l'Eldorado Nucléaire, à Port Hope, juste au moment où la population de l'endroit venait de subir une inondation terrible. Le ministre des Transports (M. Pepin) a ensuite laissé entendre que le gouvernement laisserait peut-être tomber le projet de l'installation portuaire de l'île Ridley à Prince Rupert, bien que cette installation soit essentielle si l'on veut augmenter les expéditions de céréales, de charbon et de soufre. Puis le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), ce ministre extraordinaire, le ministre de l'unité nationale comme on pourrait l'appeler, a immédiatement suscité une confrontation avec l'Alberta et la Saskatchewan. Pour l'affaire Syncrude, il ne s'est même pas donné la peine de consulter les autres signataires de l'entente, il l'a tout simplement annulée.

Le député de Sudbury (M. Frith) a appuyé la motion d'Adresse en réponse au discours du trône. Lui aussi semble avoir été atteint de la maladie du gouvernement. Dès son

premier discours, il s'en est pris au ministre de l'éducation de l'Ontario, l'honorable Bette Stephenson, sur un sujet qui n'intéresse même pas sa circonscription de Sudbury. C'est une question de compétence provinciale et qui, de toute façon, ne concerne que la circonscription de Simcoe-Nord.

Les députés se rappellent sûrement qui a dit: «Pourquoi irais-je vendre votre blé?» Et n'oublions pas qui a créé une station de télévision française à Vancouver, malgré les objections des députés de son propre parti, alors qu'il n'y a pas de téléspectateurs francophones dans la région.

Une voix: C'est faux!

M. Blenkarn: Qui a imposé la métrisation à tous les Canadiens sans même demander l'approbation de la Chambre des communes? Quel gouvernement a forcé l'Ontario à adopter le régime d'assurance maladie en dépit du fait que la dispensation des soins médicaux demeure nettement une responsabilité provinciale?

Une voix: Sornettes!

M. Blenkarn: N'oubliez pas que ce gouvernement a provoqué d'incessantes querelles aux conférences fédérales-provinciales, de sorte que dans le domaine législatif, les Canadiens doivent faire face à des dispositions qui font double et triple emploi. C'est le gouvernement qui a refusé de tenir compte des instances de Montréal et de Toronto en matière de rénovation urbaine, et il faut en partie lui imputer les problèmes qui assaillent la Société canadienne d'hypothèques et de logement. C'est le gouvernement dont l'ancien ministre des Finances, devenu ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social (M. Chrétien), ou autrement désigné «ministre du non», en présentant un budget qui était censé stimuler l'économie, s'était empressé de s'ingérer dans la perception de la taxe provinciale de vente.

Que les Canadiens de l'Ouest voient que leurs ressources sont promises à un bel avenir sur les marchés internationaux et le gouvernement s'empresse de les secouer. Que les provinces Maritimes essaient d'exploiter leurs ressources sous-marines et le gouvernement essaie de les étouffer en les inondant de prestations de bien-être. Que le Québec veuille prendre ses activités culturelles et ses communications en main, ce qui est tout à fait légitime, et le gouvernement cherche à juguler ses ambitions. Il arrive que le gouvernement ne soit pas prêt à s'attaquer aux véritables problèmes de la confédération. En fait, on devrait dire qu'il n'y est jamais prêt. Je répète que le gouvernement ne veut pas s'attaquer à la question de l'unité nationale puisqu'il refuse de revoir les lois qui m'empêchent moi, Canadien, d'acheter une ferme dans l'Île-du-Prince-Édouard ou en Saskatchewan. Il ne va pas intervenir pour que moi, Canadien, je puisse trouver du travail sur un chantier de construction du Québec. Il ne fera rien pour m'aider à exporter du lait, des poulets, des œufs ou d'autres denrées d'une province à l'autre si cela me chante. Il imagine qu'il a fait tout ce qu'il devait en me permettant de payer une contravention pour stationnement interdit rédigée en anglais.

Il est absolument indispensable que le gouvernement du Canada change de cap, qu'il adopte la vision d'un Canada pour tous les Canadiens, qu'il donne à nos concitoyens le sens d'appartenir à leur pays, qu'il leur donne le sentiment qu'ils peuvent être des pionniers et qu'il leur offre la possibilité de posséder et de créer par leurs propres initiatives. C'est seule-